L'honorable député de Peel a indiqué clairement que le gouvernement pourrait songer sérieusement à l'opportunité de présenter d'autres mesures législatives afin que ces autres régions du pays, soit au moyen d'une décentralisation de l'industrie soit autrement, passent au rang de celles pour lesquelles les chiffres sont de la catégorie positive. Le ministre peut se réjouir, assurément. On cherche à faire croire à la population du Canada que le gouvernement assume la moitié des frais de l'assistance aux chômeurs quand, de fait, il pourrait très bien se tirer d'affaire sans aucun frais s'il prenait certaines mesures dans le sens indiqué.

Il est assez facile de parler des responsabilités à propos de ce problème du minimum irréductible. Il est ridicule de dire que, à l'échelle municipale, tout le monde se connaît, que les cas de misère ne passent pas inaperçus et que la population elle-même s'occupe d'aider les nécessiteux. Jusqu'où peut-on pousser le ridicule? Le gouvernement est l'organisme qui, en somme, perçoit le plus qu'il peut de quiconque. Il cherche maintenant à se tirer d'affaire en demandant à d'autres de s'occuper d'aider les nécessiteux à même le produit de la taxe foncière.

Jamais cette taxe n'a eu ce but. Elle vise à assurer l'instruction, la protection contre les incendies et les services de sûreté. C'est certes un fardeau qui ne doit pas retomber sur la propriété foncière. Qu'arrive-t-il? Que fait-on? Le gouvernement absorbe une proportion aussi élevée que possible des taxes. Il fait venir des immigrants au pays et la première fois qu'ils touchent un chèque il s'assure qu'il en touche sa part. Cependant il n'en laisse pas moins aux municipalités le soin de construire des écoles, d'aménager des routes, de maintenir des services de police et de lutte contre les incendies cependant que les municipalités doivent attendre longtemps avant de retirer des revenus de ces immigrants.

J'ai parlé de l'instruction publique. C'est probablement la question la plus importante de toutes puisqu'il faut l'étendre à toute la population et qu'il nous faut assurer, dans ce domaine, le meilleur service possible. Comme je le disais cet après-midi il faudra que nous en arrivions tôt ou tard à une répartition définitive des domaines fiscaux dans notre pays et que nous laissions à ceux qui perçoivent ces impôts le soin de les dépenser. Ce n'est qu'alors que nous finirons par régler le problème.

L'hon. M. Pickersgill: Est-ce que je puis poser une question à l'honorable député?

M. Hamilton (York-Ouest): Voulez-vous me laissez finir, s'il vous plaît?

[M. Hamilton (York-Ouest).]

L'hon. M. Pickersgill: Soit; j'aimerais bien alors poser ma question.

M. Hamilton (York-Ouest): Je m'aperçois que le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration a tenu sa conférence dehors et qu'il a fort bien transmis sa réponse ici par son porte-parole. Peut-être me laisserait-il maintenant terminer mes observations.

Il est facile de comprendre comment il se fait que l'Ontario n'ait pas encore accepté la formule. Il est clair, en effet, que dans les conditions actuelles, rien ne sera versé à cette province et que si les municipalités ont toutes pour l'instant des charges à supporter, elles continueront de le faire. Il n'est pas une seule d'entre elles qui ait assez de recettes pour assister même un seul chômeur. La loi est de ces mesures qu'on peut volontiers faire briller aux yeux de la population. On a l'impression que nous réalisons de grandes choses alors qu'en fait nous ne faisons à peu près rien pour soulager les administrations municipales. J'aimerais revenir encore une fois sur le problème technique que j'ai soulevé avant le dîner; peut-être y existe-t-il une réponse mais j'aimerais entendre l'avis de mes collègues en droit à la Chambre sur ce problème. Le texte du paragraphe 1 e) de l'article 4 est ainsi rédigé qu'il porte à croire qu'on a l'intention de maintenir cette loi en vigueur après une période déterminée et ensuite d'année en année. Je suppose que cela serait pour des périodes de 12 mois à compter de la date de signature de l'accord. L'article 17 de l'accord précise qu'il peut être dénoncé sur préavis d'un an à compter de n'importe quelle date. Le ministre a dit que l'adjonction de l'accord à la loi supprimerait toute inconséquence apparente mais cela ne me paraît pas encore tout à fait opportun. On n'a certes pas l'intention...

L'hon. M. Martin: L'honorable député me permet-il de lui signaler qu'il a parlé de cette question cet après-midi. Nous avons maintenant adopté cet article et nous pourrions y revenir à l'étape de la troisième lecture mais je ne crois que nous puissions régulièrement le discuter en ce moment. C'est avec plaisir que je le discuterai avec l'honorable député à l'étape de la troisième lecture.

M. Hamilton (York-Ouest): En quoi est-ce irrégulier d'examiner l'article 4?

L'hon. M. Martin: Nous l'avons adopté.

M. Hamilton (York-Ouest): Non, nous n'avons pas adopté l'article 4.

L'hon. M. Martin: Nous avons adopté un amendement à l'article 3 qui a provoqué l'observation de mon honorable ami.